

Prise de parole du Planning Familial 69 / Super Féministe

Manifestation pour la fierté lesbienne – 23 avril 2022

En tant que lesbiennes, que bies, nous vivons une période électorale et géopolitique particulièrement angoissante. Aux portes de l'Europe, Vladimir Poutine, à la tête d'un Etat ultra-autoritaire, homophobe, misogyne, a déclaré la guerre à l'Ukraine. Quelques mois plus tôt, en août, Kaboul est tombée aux mains des talibans, entraînant un recul dramatique des droits des femmes et des personnes LGBTI, ainsi qu'une répression violente des associations qui les représentent. Pendant ce temps, les politiques migratoires sont plus que jamais meurtrières en France. L'élection présidentielle a polarisé les débats autour des discours xénophobes de Marine Le Pen et Eric Zemmour. Elle nous interdit d'espérer un quinquennat qui ne soit pas dans la lignée du libéralisme autoritaire de ces cinq dernières années, au cours desquelles l'accès au droit d'asile ainsi qu'au séjour en France n'a cessé de reculer. La possibilité de l'extrême droite au pouvoir nous rappelle à toustes à quel point le RN est une menace pour les droits des femmes et des minorités de genre : la rhétorique de Le Pen est fondée sur un discours fémonationaliste qui exclut les femmes racisées et protège nos agresseurs lorsqu'ils sont blancs et riches. Ses valeurs familialistes renforcent l'exploitation du travail domestique et l'hétérosexualité obligatoire, au détriment des femmes et des personnes LGBTI. Quant à la politique macroniste, elle signifie une seule chose : la baisse des moyens accordés aux associations féministes, des moyens dont nous avons besoin pour lutter contre le patriarcat et les LGBTI-phobies. Au Planning familial et ailleurs, nous avons besoins de financement pour permettre des interventions en milieu scolaire par des personnes formées et rémunérées car les LGBTIphobies s'apprennent malheureusement trop souvent à l'école. Des financements qui permettent des formations, pour que les professionnel.le.s de santé et de l'accueil ainsi que les travailleuses et travailleurs sociales puissent être en capacité de recueillir la parole spécifique des lesbiennes, des bisexuelles, cis ou trans, dans leurs parcours de vie. Des financements pour aller intervenir dans les espaces communautaires, où la prévention sur les violences ou la santé sexuelle est, comme partout ailleurs, nécessaire.

Nous avons également besoin d'espoir et de perspectives de luttes car il nous reste encore tant de droits à gagner. Le Planning familial revendique le droit à l'auto-détermination pour les personnes trans, accompagné d'un accès gratuit et sans condition aux thérapies dont iels ont besoin. Le droit à la parentalité pour les hommes trans victimes d'une discrimination d'Etat, qui leur interdit

l'accès à la PMA sous prétexte d'état civil. La fin des mutilations génitales des personnes intersexes. Un droit réel à PMA pour les femmes seules et/ou lesbiennes, dans un contexte où, malgré la loi de 2020, de nombreuses lesbiennes sont toujours empêchées d'y avoir accès, car considérées comme un public non prioritaire.

Le combat ne fait que commencer.